Cahier de doléances du Tiers État de Zoufftgen (Moselle)

Supplient très humblement nosseigneurs des États généraux les habitants du village et communauté de Soufftien¹ soussignés, de recevoir favorablement le cahier de doléances que Sa Majesté demande de nous et que nous soumettons à leur jugement, savoir :

1^{er} art. La communauté est chargée de 156 corvées pour le château de Rodemack à raison d'une demi-corde de bois par chaque corvée, par une sentence rendue à Metz, ainsi que pour la façon d'icelles. Mais il faut remarquer qu'ils ont pris plusieurs sentences par défaut, sans que les habitants aient eu la moindre connaissance. Cette corvée est seulement à la charge de notre communauté, quoique toute la seigneurie y soit obligée. Kanffen, dépendant de notre mairie, paye au domaine pour leurs corvées la somme de 10 livres par chaque laboureur, ainsi que tous les autres sujets de la seigneurie ; la corvée est à faire d'une lieue et demie. Comme les membres de la communauté sont chargés pour le bien de la communauté, ils demandent si le seigneur peut attaquer toujours la communauté pour une négligence des particuliers, comme ils ont fait toujours, et que la communauté se trouve presque ruinée par les frais que le seigneur a faits à la communauté par rapport à ces corvées ; et en même temps nous désirons savoir si le seigneur a des titres qui nous obligent seuls ; s'il en a, qu'il les produise : alors nous nous y soumettrons.

2^e art. ² plus nous sommes obligés de payer au seigneur une somme annuelle de 17 sols 6 deniers par chaque habitant pour monter la garde en cas de besoin ; nous nous soumettons à la monter et désirons d'être déchargés de cette somme. Nous nous trouvons en outre chargés de la somme de 18 sols pour droit de poule par chaque habitant, réversible à son domaine.

3^e art. ³ plus nous sommes obligés de payer au seigneur le dixième denier pour tout contrat de vente des immeubles tant et autant de fois qu'ils se contractent : grande charge pour nous, surtout voyant que ceux de Rodemack en sont exempts.

4^e art. ⁴ plus nous sommes chargés envers le seigneur de payer la somme de 15 livres pour chaque enfant, mâle ou femelle, qui se marie hors de la seigneurie.

5^e art. Les habitants jouissaient autrefois du droit dans les bois du prince de leur être délivré du bois pour une charrue et un chariot avec toute sa dépendance tous les trois ans, et l'on ⁵ nous en délivre que tous les six ans aujourd'hui, et ce n'est encore qu'à ceux à qui ils sont bien portés ; outre les bois de charpente nécessaires à tous bâtiments : vouerie où le seigneur y est obligé ; on refuse le tout actuellement.

6^e art. Nous sommes obligés d'aller à la traque⁶, tant et quantes fois que nous sommes requis : nous demandons d'y aller selon l'ordonnance du roi.

7^e art. Nous sommes obligés de payer pour faire ouvrir des coupes de pâture pour les chevaux et, l'année suivante, encore pour les vaches : il nous en coûte chaque année 15 livres pour les dites coupes.

¹ Nom au XVIII^e siècle.

² De

³ De

⁴ De

⁵ ne

⁶ Terme de chasse. Fouiller un bois pour en faire sortir le gibier.

8^e art. Nos prédécesseurs ont eu la haute futaie ; nous désirons savoir par quels titres le seigneur nous a privés de ce privilège ; ils étaient renfermés dans la maison de l'ancien maire, laquelle par malheur a été brûlée de même que les titres, selon le rapport des plus anciens qui en ont connaissance.

9^e art. Le prince tire le tiers de la dîme et 16 maldres, moitié seigle et moitié avoine, des biens de chaque particulier de notre communauté et, en outre, sur les mêmes biens la somme de 100 livres ; et les quatre censés qu'il a sont déchargées de la dite somme ci-dessus mentionnée et n'ont jamais payé de vingtième.

10^e art. Le margrave de Baden a sur notre ban 720 arpents aux environs, desquels il ne paye rien selon notre connaissance ; en outre 60 arpents, qui nous étaient donnés en cas que le feu prenne dans le village, selon la connaissance des plus anciens du village.

11^e art. Les habitants se plaignent que le seigneur tire les dommages et intérêts des rapports qui se font sur le ban et dans les bois, et nous prétendons que les dommages et intérêts nous appartiennent.

12^e art. La communauté est chargée envers le commandant de Rodemack d'une somme annuelle de 57 livres 16 sols, payable en deux termes égaux, pour droit d'ustensiles, sans savoir ses droits, s'il y est fondé, oui ou non. La seigneurie est obligée de payer l'argent pour les villages que la seigneurie a perdus dans l'échange fait de plusieurs villages par M^{gr} l'intendant.

13^e art. La communauté est en outre chargée de la construction de l'église et elle est tenue à toutes les réparations de la même église, de la maison curiale, de même que de celle d'école, sans avoir aucun subside des gros décimateurs, qui sont le margrave de Baden pour un tiers, et M. de Gerden et les MM. de Saint-Nicolas pour le second tiers, tous étrangers qui ne se croient obligés à rien du tout. Par là il ne se trouve donc que le curé, qui tire le troisième tiers, à qui soient dévolus, de même qu'à la communauté, la charge de ⁷ construction et des réparations des églises et du chœur et le soulagement des pauvres, qui sont en grand nombre dans cette paroisse. Nous avouons et déclarons que cet article est trop dur pour une paroisse qui se trouve déjà trop obérée, pour ne pas dire presque ruinée par les autres charges de la communauté. Encore si cet argent ne sortait pas du pays, ce serait encore un mal tolérable ; aussi demandons-nous que les gros décimateurs soient obligés à la dite construction et réparation des églises et aux autres articles ci-dessus mentionnés, comme de même à l'égard des charités pour les pauvres.

14^e art. Les membres de l'assemblée municipale étant chargés par l'ordonnance de l'assemblée ⁸ de Metz de prévoir et d'avoir grand soin aux besoins de la communauté, qui sont en grand n⁹ et tous les jours nécessaires, ils ont fait une requête au grand-maître de la gruerie pour le q¹⁰ de réserve du bois d'un an, sans avoir eu de réponse ; ils demandent la décision de cette affaire. Remarquez, s'il vous plait, que nous étions trompés dans le dernier quart de réserve par un nommé Grummeling, de Thionville, qui avait haussé le dit quart de réserve, de sorte que nous avons perdu aux environs de 6000 livres.

Par là nous nous sommes trouvés obligés de faire les réparations qui dans ce temps étaient nécessaires et d'emprunter de l'argent pour les faire faire : ce qui est cause que la communauté est obligée de payer beaucoup de rentes, qui ruinent la communauté.

15^e art. Les habitants se plaignent de ce qu'on fait tant d'enclos sur le ban, qui empêchent la pâture pour les bestiaux des particuliers et qui bouchent les chemins où les bestiaux doivent passer ; il y en a même qui ont toutes leurs prairies en enclos et profitent cependant de la pâture des autres particuliers.

Fait et arrêté à l'assemblée tenue à l'endroit accoutumé de ce lieu de Soufftien, toute la communauté étant présente, qui ont soussigné avec nous et certifié que le dit cahier de doléances est véritable et conforme à leurs demandes.

Fait à Soufftien le 9 mars 1789.

7 la
8 provinciale
9 nombre
10 quart